

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

TRENTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

QUATRIÈME SESSION

Projet de loi n° 5

**Loi modifiant la Loi de l'Office de radio-télédiffusion
du Québec**

Première lecture

Deuxième lecture

Troisième lecture

PRÉSENTÉ

Par M. LOUIS O'NEILL

Ministre des communications

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC

1 9 7 9

NOTES EXPLICATIVES

Le présent projet de loi a pour objet d'amender la Loi de l'Office de radio-télédiffusion du Québec aux fins de préciser la nature de son mandat et son mode de réalisation; il a également pour objet de redéfinir la structure administrative de l'organisme.

Le projet de loi précise que Radio-Québec a pour mission d'établir et d'exploiter une entreprise de radio-télévision éducative sur l'ensemble du territoire québécois. La programmation éducative de Radio-Québec devra être soumise à la Régie des services publics conformément à la Loi sur la programmation éducative.

Le projet de loi prévoit la création de comités régionaux pour s'occuper des activités de production, de programmation et de gestion des opérations de Radio-Québec dans chaque région. Des présidents de comités régionaux siègent au conseil d'administration de la Société.

Art. 1. *La modification proposée remplace le nom de l'Office de radio-télédiffusion du Québec.*

Art. 2. *La modification proposée est de concordance avec l'article 1 du projet de loi.*

Art. 3. *Les article 6, 7 et 8 de la loi se lisent actuellement comme suit:*

«**6.** Les droits et pouvoirs de l'Office sont exercés par un conseil d'administration formé de sept membres dont un président, tous nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil pour une période déterminée qui ne peut excéder cinq ans; ce dernier fixe le traitement ou s'il y a lieu, le traitement additionnel, les honoraires et les allocations de chacun des membres. La durée de leur mandat et le montant de leur traitement, une fois déterminés, ne peuvent être réduits.

Projet de loi n° 5

Loi modifiant la Loi de l'Office de radio-télédiffusion du Québec

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1969, c. 17,
a. 1, mod.

1. L'article 1 de la Loi de l'Office de radio-télédiffusion du Québec (1969, chapitre 17) est modifié par l'addition de l'alinéa suivant:

«Radio-
Québec».

«À compter du (*insérer ici la date d'entrée en vigueur du projet de loi n° 5*), cet organisme, ci-après appelé «la Société», est désigné sous le nom de «Société de radio-télévision du Québec» ou de «Radio-Québec».

Interpréta-
tion.

2. Ladite loi est modifiée par le remplacement, partout où ils apparaissent et en y faisant les changements nécessaires, sauf dans les articles 32 et 33, des mots «l'Office» par les mots «la Société».

Interpréta-
tion.

Partout où, dans une loi, un règlement, une proclamation, un arrêté en conseil ou un document, se rencontrent l'expression «Office de radio-télédiffusion du Québec» et le mot «Office» pour désigner l'Office de radio-télédiffusion du Québec, ils sont remplacés respectivement par l'expression «Société de radio-télévision du Québec» et le mot «Société».

1969, c. 17,
aa. 6, 7, 8,
remp.

3. Les articles 6, 7 et 8 de ladite loi, remplacés par l'article 1 du chapitre 58 des lois de 1972, sont de nouveau remplacés par ce qui suit:

Les membres du conseil d'administration de l'Office demeurent en fonction nonobstant l'expiration de leur mandat jusqu'à ce qu'ils soient nommés de nouveau ou remplacés.

Au moins l'un des membres du conseil et au plus deux doivent être choisis parmi les fonctionnaires du gouvernement ou d'un organisme qui en relève.

Les membres choisissent parmi eux un vice-président qui remplace le président du conseil d'administration en cas d'absence, d'incapacité d'agir ou de vacance du poste. Le mandat du vice-président est d'un an et peut être renouvelé.

«**7.** Le lieutenant-gouverneur en conseil nomme, parmi les membres du conseil d'administration, un président directeur général de l'Office pour une période déterminée qui ne peut excéder dix ans et fixe son traitement. Une fois déterminés, la durée de son mandat et le montant de son traitement ne peuvent être réduits. Il demeure en fonction nonobstant l'expiration de son mandat jusqu'à ce qu'il soit nommé de nouveau ou remplacé.

Le président directeur général est responsable de l'administration courante des affaires de l'Office dans le cadre de la politique de production, de distribution et de diffusion de documents audio-visuels déterminée par le conseil d'administration. Il exerce de plus les pouvoirs qui lui sont conférés par règlement du conseil d'administration. Il participe de droit aux délibérations du conseil d'administration devant lequel il rend compte de l'exercice de ses droits et pouvoirs, et il représente l'Office dans toutes ses relations avec les tiers.

«**8.** Le conseil d'administration désigne parmi les fonctionnaires de l'Office, sur la recommandation du président directeur général, un directeur général adjoint.

Ce dernier assiste le président directeur général dans l'exercice de ses fonctions et le remplace en cas d'incapacité d'agir, d'absence ou de vacance du poste.»

«SECTION IA

«ADMINISTRATION DE LA SOCIÉTÉ

Conseil
d'adminis-
tration.

«**6.** Les affaires de la Société sont administrées par un conseil d'administration formé des personnes suivantes:

a) un président nommé par le lieutenant-gouverneur en conseil;

b) le président directeur général de la Société visé dans l'article 8-3;

c) les présidents de comités régionaux nommés en vertu de l'article 20-6, sans excéder le nombre de dix;

d) de personnes en nombre égal à celui des présidents visés dans le paragraphe c, nommées par le lieutenant-gouverneur en conseil dont deux, représentant les milieux de l'éducation, sur la recommandation du ministre de l'éducation; et

e) une personne nommée par le lieutenant-gouverneur en conseil parmi les employés de la Société, sur la recommandation de ces derniers.

Rémunéra-
tion.

«**7.** Le lieutenant-gouverneur en conseil fixe la rémunération, les avantages sociaux et les autres conditions de travail des administrateurs; cette rémunération une fois fixée ne peut être réduite.

Durée des
mandats.

«**8.** Les administrateurs sont nommés pour une période qui ne peut excéder cinq ans dans le cas du président directeur général et trois ans dans le cas de chacun des autres administrateurs.

Fonction
continué.

«**8-1** A l'expiration de son mandat, un administrateur demeure en fonction jusqu'à ce qu'il soit remplacé ou nommé de nouveau.

Renouvel-
lement.

Le mandat d'un administrateur ne peut être renouvelé consécutivement qu'une seule fois.

Désigna-
tion d'un
vice-
président.

«**8-2** Le conseil d'administration désigne, parmi les administrateurs autres que le président ou le président directeur général, un vice-président qui assume la charge de président en cas de vacance ou d'incapacité de ce dernier.

P. d. g.
nommé par
le lieute-
nant-gou-
verneur.

«**8-3** Le lieutenant-gouverneur en conseil nomme, pour une période n'excédant pas cinq ans, un président directeur général de la Société, qui exerce cette fonction à plein temps.

Art. 4. *L'article 11 de la loi se lit actuellement comme suit:*

«**11.** Aucun membre de l'Office ne peut, sous peine de déchéance de sa charge, avoir un intérêt direct ou indirect dans une entreprise mettant en conflit son intérêt personnel et celui de l'Office. Il en est de même pour le président directeur général et le directeur général adjoint de l'Office.

Toutefois, cette déchéance n'a pas lieu si un tel intérêt lui échoit par succession ou par donation pourvu qu'il y renonce ou en dispose avec toute la diligence possible.»

Art. 5. *Les articles 12, 13 et 14 de la loi se lisent actuellement comme suit:*

«**12.** Le président directeur général et le directeur général adjoint doivent s'occuper exclusivement du travail de l'Office et des devoirs de leur fonction.

«**13.** Les règlements du conseil d'administration de l'Office doivent, pour entrer en vigueur, être approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil. Ils sont publiés dans *la Gazette officielle du Québec*.

«**14.** Le quorum de l'Office est de quatre membres dont le président ou, dans les cas prévus à l'article 8, le vice-président.»

Fonctions

Le président directeur général de la Société est responsable de l'administration et de la direction de la Société dans le cadre des règlements adoptés par le conseil d'administration.

Nomination d'un remplaçant

«**8-4** En cas de vacance ou d'incapacité d'agir du président directeur général, le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer, pour exercer ses fonctions pendant la période non écoulée de son mandat ou pendant que dure son incapacité, une personne dont il fixe la rémunération, les avantages sociaux et les autres conditions de travail.»

1969, c. 17,
a. 11,
remp.

4. L'article 11 de ladite loi, modifié par l'article 3 du chapitre 58 des lois de 1972, est remplacé par le suivant:

Conflit d'intérêt.

«**11.** Le président directeur général ne peut, sous peine de déchéance de sa charge, avoir un intérêt direct ou indirect dans toute entreprise mettant en conflit son intérêt personnel et celui de la Société. Toutefois, cette déchéance n'a pas lieu si un tel intérêt lui échoit par succession ou par donation pourvu qu'il y renonce ou en dispose avec toute la diligence possible.

Intérêt révélé.

Tout autre administrateur ayant un intérêt dans une entreprise doit sous peine de déchéance de sa charge, le révéler par écrit au président et s'abstenir de participer à toute délibération et à toute décision portant sur l'entreprise dans laquelle il a un intérêt.»

1969, c. 17,
aa. 12, 13,
14, remp.

5. Les articles 12, 13 et 14 de ladite loi sont remplacés par le suivant:

Règlements.

«**12.** Le conseil d'administration peut, par règlement:

a) délimiter des régions et constituer, pour chacune d'elles, un comité régional;

b) établir des normes d'implantation et d'exploitation des installations de radio-télévision et des normes de programmation, de production et de diffusion;

c) établir des normes de gestion financière;

d) constituer un comité exécutif, en déterminer les fonctions et pouvoirs, et fixer la durée du mandat de ses membres;

e) constituer un comité de programmation ou tout autre comité pour l'examen des questions qu'il détermine, en déterminer les fonctions et pouvoirs, et fixer la durée du mandat de leurs membres;

f) déterminer le mode de désignation des présidents des comités régionaux au conseil d'administration lorsque leur nombre excède dix;

Art. 6. La modification proposée a pour objet de reporter la fin de l'exercice financier de la Société du 31 mars au 31 août de chaque année.

Art. 7. La modification proposée est de concordance avec l'article 6 du projet de loi.

L'article 19 de la loi se lit actuellement comme suit:

«**19.** L'Office doit, au plus tard le 30 juin de chaque année, faire au ministre chargé de l'application de la présente loi un rapport de ses activités pour son année financière précédente; ce rapport doit aussi contenir tous les renseignements que ce ministre peut prescrire.

Ce rapport est déposé devant l'Assemblée nationale si elle est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.

L'Office doit fournir à ce ministre tout renseignement qu'il requiert sur ses opérations.»

Art. 8. L'article 20 de la loi se lit actuellement comme suit:

«**20.** Les livres et les comptes de l'Office sont vérifiés chaque année par l'auditeur de la province et en outre chaque fois que le décrète le lieutenant-gouverneur en conseil; ses rapports doivent accompagner le rapport annuel de l'Office.»

La modification proposée édicte la Section IB de la loi qui pourvoit à l'organisation de comités régionaux de la Société.

g) régler généralement l'exercice des pouvoirs de la Société et sa régie interne.

Approba-
tion.

Les règlements de la Société adoptés en vertu des paragraphes *a*, *b* et *c* et de l'article 10 doivent, pour entrer en vigueur, être approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil. Ils sont publiés dans la *Gazette officielle du Québec*.»

1969, c. 17,
a. 18,
remp.
Exercice
financier.

6. L'article 18 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**18.** L'exercice financier de la Société se termine le 31 août de chaque année.»

1969, c. 17,
a. 19,
remp.
Rapport.

7. L'article 19 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**19.** La Société doit, à l'expiration des quatre mois qui suivent la fin de son exercice financier, faire au ministre chargé de l'application de la présente loi un rapport de ses activités pour son exercice financier précédent. Ce rapport doit aussi contenir tous les renseignements que le ministre peut prescrire.

Dépôt.

Le ministre dépose le rapport de la Société devant l'Assemblée nationale dans les trente jours suivant sa réception. S'il le reçoit alors que l'Assemblée nationale ne siège pas, il le dépose dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou, selon le cas, dans les quinze jours de la reprise de ses travaux.

Renseigne-
ments
addition-
nels.

La Société fournit au ministre chargé de l'application de la présente loi tout renseignement qu'il requiert sur ses activités.»

1969, c. 17,
a. 20,
remp.
aa. 20-1 à
20-10 aj.
Vérifica-
tion.

8. L'article 20 de ladite loi est remplacé par ce qui suit:

«**20.** Les livres et comptes de la Société sont vérifiés chaque année et chaque fois que le décrète le lieutenant-gouverneur en conseil, par les vérificateurs désignés par ce dernier; le rapport des vérificateurs doit accompagner le rapport annuel de la Société.

«SECTION IB

«LES COMITÉS RÉGIONAUX

Fonctions
du comité
régional.

«**20-1** Un comité régional constitué en vertu du paragraphe *a* de l'article 12 a pour fonctions:

a) d'établir la programmation régionale pour la région qu'il représente;

b) d'assurer la production d'émissions pour cette région;

c) d'assurer la gestion des ressources humaines et matérielles affectées à la programmation et à la production d'émissions pour cette région.

Fonctions
additionnelles.

Le comité régional exerce en outre toute autre fonction que peut lui attribuer le conseil d'administration de la Société.

Exercice.

Il exerce ses fonctions conformément aux règlements de la Société.

Avis au
conseil
d'administration.

«**20-2** Un comité régional peut donner son avis au conseil d'administration sur toute question relative à la programmation de la Société.

Composition.

«**20-3** Un comité régional se compose de sept membres nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil dont:

a) quatre personnes, sur la recommandation des organismes socio-économiques et culturels de la région;

b) deux personnes, sur la recommandation des institutions d'enseignement de la région;

c) une personne qui est un des employés de la Société dans la région, sur la recommandation de ces derniers.

Durée du
mandat.

«**20-4** Les membres d'un comité régional sont nommés pour une période qui ne peut excéder trois ans.

Domicile.

«**20-5** Un membre d'un comité régional doit, sous peine de déchéance de sa charge, être domicilié, pendant toute la durée de son mandat, dans la région que représente le comité dont il fait partie.

Président
du comité
régional.

«**20-6** Un comité régional nomme, parmi les personnes visées dans les paragraphes a et b de l'article 20-3, un président pour une période qui ne peut excéder celle de son mandat. Le président d'un comité régional ne peut être nommé directeur régional en vertu de l'article 20-8.

Intérêt
révélé.

«**20-7** Tout membre d'un comité régional ayant un intérêt dans une entreprise doit, sous peine de déchéance de sa charge, le révéler par écrit au président et s'abstenir de participer à toute délibération et à toute décision portant sur l'entreprise dans laquelle il a un intérêt.

Directeur
régional.

«**20-8** Le conseil d'administration de la Société nomme un directeur régional pour chacune des régions sur la recommandation du comité régional constitué pour la région pour laquelle il est nommé.

Art. 9. *L'article 21 de la loi se lit actuellement comme suit:*

«**21.** L'Office a pour objet d'établir, posséder et exploiter un service de production de documents audio-visuels et de radio-télédiffusion sous le nom de «Radio-Québec».

De plus, à la demande du ministre des communications, il prépare pour des fins éducatives des documents audio-visuels et des émissions de radiodiffusion et de télédiffusion pour et en collaboration avec les autres ministères ou les organismes qui relèvent du gouvernement.»

Art. 10. *Les articles 23, 24 et 25 de la loi se lisent actuellement comme suit:*

«**23.** L'Office peut ériger des stations de radiodiffusion ou de télédiffusion et pourvoir ces stations de tout le matériel qu'il juge approprié.

Il peut aussi acquérir, de gré à gré ou par expropriation, toute station de radiodiffusion ou de télédiffusion ainsi que tout immeuble ou droit réel qu'il juge nécessaires pour l'établissement de nouvelles stations; il peut aussi aliéner les biens ainsi acquis.

«**24.** L'Office peut acquérir, détenir ou aliéner des actions du capital-actions de toute corporation exploitant une entreprise qui, à son avis, serait utile à la réalisation de ses fins.

«**25.** L'Office exerce les pouvoirs qui lui sont conférés par les articles 21 à 24 conformément aux règlements adoptés en vertu de l'article 3a de la Loi du ministère des communications (1969, chapitre 65).

Le pouvoir d'expropriation conféré à l'Office par l'article 23 ne peut être exercé qu'avec l'autorisation préalable de l'Assemblée nationale du Québec.»

Fonctions. Le directeur régional assure, sous l'autorité du comité régional, la conduite des activités de la Société dans la région pour laquelle il est nommé. Il assiste aux réunions du comité régional et exerce ses fonctions à plein temps.

Procès-verbaux et documents. «**20-9** Les procès-verbaux des séances d'un comité régional, approuvés par celui-ci et certifiés conformes par le président de ce comité ou par toute autre personne autorisée à le faire par le comité, sont authentiques. Il en est de même des documents et des copies émanant d'un comité ou faisant partie de ses archives lorsqu'ils sont ainsi certifiés.

Application. «**20-10** Les articles 7 et 8-1 s'appliquent, en y faisant les changements nécessaires, à un comité régional.»

1969, c. 17, a. 21, remp., a. 21-1, aj. **9.** L'article 21 de ladite loi, remplacé par l'article 7 du chapitre 58 des lois de 1972, est de nouveau remplacé par les suivants:

Objet. «**21.** La Société a pour objet d'établir, posséder, exploiter un service de production de documents audio-visuels et de radio-télévision.

Objet. La Société a principalement pour objet d'établir et d'exploiter une entreprise de radio-télévision éducative sur l'ensemble du territoire québécois.

Régie des services publics. «**21-1** La Société doit soumettre à la Régie des services publics l'ensemble de sa programmation éducative conformément à la Loi sur la programmation éducative (1979, chapitre *insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi n° 4*).»

1969, c. 17, a. 25, remp. **10.** L'article 25 de ladite loi, remplacé par l'article 8 du chapitre 58 des lois de 1972, est remplacé par le suivant:

Pouvoirs. «**25.** La Société exerce les pouvoirs qui lui sont conférés par le deuxième alinéa de l'article 23 et par l'article 24 dans la mesure et aux conditions déterminées par règlement du lieutenant-gouverneur en conseil.»

Art. 11. *L'article 28 de la loi se lit actuellement comme suit:*

«**28.** Les recettes de l'Office doivent être affectées au remboursement des emprunts et autres engagements de l'Office ainsi que des avances faites par le ministre des finances en vertu du paragraphe *b* de l'article 27, et le solde est versé au fonds consolidé du revenu.»

Art. 12. *L'article 12 du projet de loi est de nature transitoire et vise à maintenir en fonctions les administrateurs actuels de l'Office de radio-télédiffusion du Québec.*

Art. 13. *La modification proposée est de concordance avec l'article 5 et l'article 10 du projet de loi.*

Les paragraphes d et e de l'article 3a de la Loi du ministère des communications se lisent actuellement comme suit:

«**3a.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire des règlements pour:

«*d*) déterminer, sous réserve de la Loi de l'Office de la radio-télédiffusion du Québec (1969, chapitre 17), les normes de production, d'acquisition et de diffusion d'émissions de radiodiffusion et de télédiffusion et de documents audiovisuels par les ministères du gouvernement et les organismes publics tels que définis à l'article 3;

«*e*) déterminer les normes d'implantation et d'exploitation de radiodiffusion et de télédiffusion par l'Office de radio-télédiffusion du Québec de même que les conditions selon lesquelles cet organisme peut acquérir, détenir ou aliéner des actions ou capital-actions d'une autre corporation;».

1969, c. 17,
a. 28,
remp. **11.** L'article 28 de ladite loi, modifié par l'article 9 du chapitre 58 des lois de 1972, est remplacé par le suivant:

Affectation
des
recettes. || **«28.** Les recettes de la Société doivent être affectées au remboursement de ses emprunts et des avances faites par le ministre des finances en vertu du paragraphe *b* de l'article 27 et au paiement de ses autres engagements; le solde est versé au fonds consolidé du revenu.» ||

Fonctions
continué. **12.** Le président, le président directeur général et les autres membres du conseil d'administration de l'Office de radiotélédiffusion du Québec demeurent en fonction jusqu'à l'expiration de leur mandat, comme s'ils avaient été respectivement nommés en vertu des paragraphes *a*, *b* et *d* de l'article 6, édicté par l'article 3 de la présente loi.

1969, c. 65,
a. 3a, mod. **13.** L'article 3a de la Loi du ministère des communications (1969, chapitre 65), édicté par l'article 3 du chapitre 57 des lois de 1972, est modifié par le remplacement des paragraphes *d* et *e* par le suivant:

«*d*) déterminer les normes de production, d'acquisition et de diffusion d'émissions de radiodiffusion et de télédiffusion et de documents audio-visuels par les ministères du gouvernement et les organismes publics tels que définis à l'article 3;».

Entrée en
vigueur. **14.** La présente loi entrera en vigueur à la date fixée par proclamation du gouvernement.